

Compte rendu

Ouvrage recensé :

ROSOW, Stephen J., INAYATULLAH, Naeem & RUPERT, Mark (dir.). *The Global Economy as a Political Space*. Boulder (Col), Lynne Rienner Publishers, , Inc., 1994, 262p.

par André C. Drainville

Études internationales, vol. 26, n° 2, 1995, p. 425-427.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/703475ar>

DOI: 10.7202/703475ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

tional, les acteurs de la Société civile, les *publics*, seraient désormais mis à contribution. Les auteurs tracent les grandes lignes d'une éventuelle infrastructure culturelle publique, sise au point de rencontre des agents du Marché, de la Société civile et de l'État. Ainsi, grâce à l'action de cette infrastructure, le marché de la Culture s'en trouverait restructuré dans ses activités de production, de distribution et de consommation. De plus, il y serait possible de repenser la fonction comme service public et la réglementation des médias, d'assurer une plus grande participation à l'élaboration des politiques publiques, ainsi que de revaloriser l'éducation comme acquis culturel.

Malgré ces quelques lacunes, *Développement culturel...* ne nous présente pas seulement une réflexion intéressante sur les modalités de la vie et sur les mutations de la *polis* dans le contexte d'une mondialisation de l'*oïkos*. En effet, en soulignant l'importance de la démocratie dans la Cité, Cité aux horizons planétaires, il offre le plaisir rare de rendre actuels les enseignements du bon vieux Aristote.

Martin PAQUET

Programme d'Études canadiennes
Collège universitaire Glendon
Université York, Toronto

The Global Economy as a Political Space.

ROSOW, Stephen J., INAYATULLAH, Naeem & RUPERT, Mark (dir.). Boulder (Col.), Lynne Rienner Publishers, Inc., 1994, 262p.

Depuis une dizaine d'années, la critique (post-moderne, post-matérialiste, post-structuraliste, post-ratio-

naliste) de l'historicisme qui a dominé l'ensemble des sciences sociales depuis le 19^e siècle a précipité une avalanche d'écrits s'intéressant non plus à l'histoire des relations de pouvoir, mais à leur dynamique spatiale. Le pouvoir, conceptualisé jusqu'ici comme un moment dans le temps, est, semble-t-il, devenu une réalité spatiale, une logique d'organisation des espaces (des sites de production, des villes, des régions, des hémisphères, voire de l'économie-monde).

Les auteurs regroupés par Stephen J. Rosow, Naeem Inayatullah et Mark Rupert dans *The Global Economy as a Political Space* s'inscrivent tous dans ce courant de réflexion spatiale. Ils pensent l'économie-monde contemporaine comme Henri Lefebvre pensait la ville, Michel Foucault la prison, et Fernand Braudel la Méditerranée, c'est-à-dire comme une expérience de vie, un théâtre de l'histoire, un cadre d'existence, une structure de relation avec le, ou plutôt, les mondes (présents, passés et futurs, vécus ou imaginés).

Cette réflexion est divisée en quatre parties. Les quatre textes qui composent la première partie prennent tous comme point de départ de leurs travaux historiques une critique de l'imaginaire spatial limité des théories réalistes et néo-réalistes en relations internationales. À partir de cette critique, Stephen Rosow examine l'universalisation de la rationalité capitaliste et la naturalisation des lois du marché dans l'économie mondiale de ce que Braudel appelait le long seizième siècle jusqu'à la période contemporaine. Kurt Burch explore la relation historique entre le capitalisme mondial et la structure de compétition inter-

étatique ; relation qui sur-déterminerait l'histoire de l'économie-monde capitaliste. Naeem Inayatullah et Mark Rupert relisent pour leur part Thomas Hobbes et Adam Smith à la lumière de la critique du néo-réalisme hégémonique dans le domaine d'étude de l'économie politique internationale. Finalement, l'excellent article de John Agnew, qui reprend un propos qu'il tenait l'an dernier dans le premier numéro de la *Review of International Political Economy*, remet en question ce qu'il appelle la « territorial trap » des cadres théoriques dominants dans la discipline des relations internationales ; ce piège ontologique qui mène à l'enfermement des réalités sociales et politiques du monde à l'intérieur des frontières artificielles de l'État-nation.

Les textes qui suivent cette introduction théorique de *The Global Economy as a Political Space* s'intéressent à la construction historique des identités politiques dans l'économie-monde de trois points de vue différents. Dans la seconde partie, les textes de Christine Sylvester (sur les soieries coopératives au Zimbabwe) et de Marianne H. Marchand (sur l'importance des récits de vies de femmes comme Rigoberta Menchu et Domitilia Barrios dans l'analyse de la résistance au néo-libéralisme transnational en Amérique Latine) présentent les femmes comme des sujets historiques construits dans l'économie-monde. Dans la troisième partie du livre, qui porte sur la construction d'identités nationales au centre de l'économie-monde, David Campbell, Frank Unger et Bradley Klein (ces derniers en collaboration), explorent respectivement la place qu'occupent le Japon dans

l'imaginaire de la politique étrangère américaine et le nationalisme allemand dans le cadre du nouvel ordre mondial. La dernière partie de l'ouvrage reprend l'étude du processus de construction des identités nationales, cette fois à la périphérie de l'économie-monde capitaliste. Les très bons chapitres de Sankaran Krishna et Richard W. Coughlin examinent tour à tour la relation entre la construction de l'identité nationale indienne et l'héritage colonial britannique, et la formation de l'État mexicain dans la période post-coloniale. Krishna et Coughlin soulignent tous deux que les identités nationales périphériques, ces nations imaginées dont parlait Benedict Anderson, ne peuvent être compris que dans leur relation avec les dynamiques historiques et spatiales de l'économie-monde.

Bien que mal servis par leurs pontifications anti-réalistes, qui nourrissent une certaine suffisance et guident mal le travail historique rigoureux s'imposant à ceux et celles qui ambitionnent d'amener la discipline académique des relations internationales au-delà de l'étude des grands hommes et de leurs gouvernements, les textes rassemblés par Rosow, Inayatullah et Rupert offrent un intérêt certain, à la fois du point de vue de l'histoire intellectuelle de la discipline et de celui de l'étude des modes de vies dans le cadre de l'économie-monde contemporaine. Cet ouvrage, qui présente un sondage aléatoire et fragmentaire de quelques sujets présents dans l'espace politique de l'économie-monde, et qui demeure malheureusement plus descriptif et anecdotique qu'explicatif, doit tout de même être considéré comme la pre-

mière ébauche d'un important projet intellectuel ne promettant rien de moins que de la réinvention de l'étude des rapports de pouvoirs dans le monde contemporain. Quant au projet politique derrière cette démarche, présenté par Stephen J. Rosow comme une volonté de traverser les territoires, de violer les frontières artificielles de genre, de race, de nationalité et de classe, il ressemble trop à l'expression politique des privilèges qu'ont les universitaires de détruire leurs propres édifices théoriques. À l'heure de l'ordre mondial, ils sont les seuls à avoir le loisir du nomadisme post-moderne dont parle Rosow.

André C. DRAINVILLE

*Département de science politique
Université Laval*

**Freer Trade Protected
Environment. Balancing Trade
Liberalization and Environmental
Interests.**

*RUNGE, C. Ford with ORTALO-MAGNE,
François & KAMP, Philip Vande. New
York, Council on Foreign Relations
Press, 1994, 158p.*

Cet ouvrage de C. Ford Runge met l'accent sur l'importance de la question de la protection de l'environnement à l'échelle internationale, dans le cadre des accords multilatéraux sur la libéralisation du commerce international, chapeautés ou non par le GATT. Ainsi, que ce soit par des accords internationaux de nature purement environnementale, tels que le protocole de Montréal de 1987 réglementant l'utilisation des CFC, ou l'Accord de libre-échange nord-américain (NAFTA) et sa dimension réglementaire pour les questions environnementales, la protection de

l'écosystème de notre planète fait dorénavant partie de l'agenda des préoccupations, chez les différents États signataires de traités internationaux sur le commerce.

En effet, la libéralisation des échanges commerciaux est vue par les groupes de pression environnementaux comme une menace à l'équilibre de l'écosystème planétaire. De tels accords auront comme conséquence, d'une part, d'accroître la demande pour certaines ressources naturelles et, d'autre part, d'encourager certains États, peu respectueux de normes environnementales dites minimales, à accroître leur production industrielle et de ce fait, à polluer davantage. De l'autre côté plusieurs négociateurs nationaux, chargés de libéraliser les échanges commerciaux avec leurs voisins, perçoivent les attitudes et approches des groupes environnementaux comme une vulgaire mascarade protectionniste. Donc, à première vue, la protection de l'environnement et la libéralisation du commerce semble être des opérations aux fins contradictoires et d'importance inégale pour les chefs d'États et négociateurs commerciaux.

C'est pourquoi, l'ouvrage de C. Ford Runge fournit un certain nombre de pistes permettant de mieux comprendre les enjeux et les dimensions variées du débat entourant la légitimité de la protection de l'environnement et les nécessités de la libéralisation du commerce. Plus précisément, l'auteur veut démontrer que les politiques commerciales et environnementales ont une importance égale et doivent être prises en considération lors des séances de négociations sur la libéralisation du com-